

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 05/12/24

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC D3E

7 rue du Docteur Lancereaux
75008 Paris

Références : 2024_2394
Code AIOT : 0006207988

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement PAPREC D3E implanté ZI de Pompey 166 rue du jet 54340 Pompey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC D3E
- ZI de Pompey 166 rue du jet 54340 Pompey
- Code AIOT : 0006207988
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

installation de tri, traitement et regroupement de D3E, autorisée par arrêté préfectoral du 27/10/2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	dispositifs de rétention	Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 5.7	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	garanties financières	Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 1.7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	rejet aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 3.5	Sans objet
3	niveaux de bruit	Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 4.1	Sans objet
5	ressources en eau d'extinction	Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 5.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation bénéficie d'un arrêté d'autorisation, pour l'exploitation d'un centre de transit, tri, traitement de D3E, depuis le 27/10/2023.

Jusqu'à l'obtention de ce titre d'exploitation, l'installation fonctionnait sous le régime de la déclaration. Le changement de régime de l'installation appelle une mise à niveau au regard des prescriptions nouvelles qui s'imposent par ce changement de régime. Cette mise à niveau est conduite par l'exploitant depuis l'automne 2023. La visite d'inspection avait pour objet de faire un état des lieux des avancées de l'exploitant, quant au respect des prescriptions, en particulier celles visant la protection incendie de l'installation.

L'inspection a constaté la mise en œuvre au sein de l'installation de besoins en eaux et de moyens de lutte nouveaux qui sont conformes aux prescriptions, mais qui appellent une appropriation par le personnel travaillant au sein de l'installation. Ainsi l'inspection sera particulièrement attentive à la réalisation par l'exploitant d'exercice de mise en œuvre de ces moyens dans les prochains mois. L'inspection a constaté la mise en œuvre partielle des moyens de rétention prescrits ; ceux-ci devront être pleinement opérationnels d'ici à la fin de l'année 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 1.7
Thème(s) : Autre, garantie financières
Prescription contrôlée : Les garanties financières définies par le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.3 par les rubriques suivantes 2711-1, 2718-1, 2790 et 3550 Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 330 738 € ttc
Constats : L'exploitant a produit un acte de cautionnement en date du 27/10/2023. Néanmoins depuis cette date, le décret n°2024-742 du 06/07/2024 portant diverses dispositions d'application de la loi n°2023-973 du 23/10/2023 dite "industrie verte" est venu modifier les dispositions visant les garanties financières, prescrite à l'article R.516-1 du Code de l'Environnement. Depuis la publication du décret les installations relevant du 5° du R.516-1 dans sa rédaction antérieure ne sont plus concernées par les garanties financières. Il s'agissait des installations soumises à autorisation ou à enregistrement susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, catégorie d'installation dont relève l'installation. L'article 64 du décret dispose, en particulier que : <i>Les dispositions des arrêtés préfectoraux qui ont prescrit antérieurement au 25 octobre 2023 la constitution de garanties financières pour les installations mentionnées au 5° du R. 516-1, dans sa rédaction en vigueur à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont abrogées. [...], lorsque les garanties financières ont été constituées conformément aux a et e du I de l'article R. 516-2, les actes de cautionnement en cours de validité sont caducs. [...]</i> Il appartient à l'exploitant de libérer cette somme auprès de son intermédiaire financier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : rejet aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 3.5								
Thème(s) : Autre, rejets aqueux								
Prescription contrôlée : 3.5 Valeurs limites d'émission et fréquence de surveillance Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets Les effluents rejetés doivent être exempts : <ul style="list-style-type: none">• de matières flottantes,• de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorants,• de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• température inférieure ou égale à 30 °C,• pH compris entre 5,5 et 8,5,• couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l. Valeurs limites d'émission des eaux pluviales susceptibles d'être polluées L'exploitant est tenu de respecter pour le rejet des eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées dans le milieu naturel (la Moselle) les valeurs limites en concentrations définies ci-dessous : Les rejets d'eaux respectent les valeurs limites de concentration et flux ci après : <table><tr><th>Paramètre</th><th>Concentrations maximales</th></tr><tr><td>matières en suspension MES</td><td>35 mg/l</td></tr><tr><td>demande chimique en oxygène DCO</td><td>125 mg/l</td></tr><tr><td>hydrocarbures totaux HCT</td><td>5 mg/l</td></tr></table> Fréquence de surveillance Une mesure des concentrations des différents polluants, par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement, est effectuée au moins tous les six mois pour les eaux pluviales.	Paramètre	Concentrations maximales	matières en suspension MES	35 mg/l	demande chimique en oxygène DCO	125 mg/l	hydrocarbures totaux HCT	5 mg/l
Paramètre	Concentrations maximales							
matières en suspension MES	35 mg/l							
demande chimique en oxygène DCO	125 mg/l							
hydrocarbures totaux HCT	5 mg/l							
Constats : L'exploitant a présenté le rapport d'analyse des rejets d'eau pluviales pour le 1e semestre 2024, relatif au prélèvement du 01/03/2024. Les résultats sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• Temperature 10,8 °C• pH 7,1• Couleur 7 mgPt/L• MES 34 mg/L• DCO 113 mgO2/L• HCT 0,68 mg/L L'exploitant projette la réalisation des analyses relative au second semestre courant novembre. L'inspection a constaté le respect de la prescription.								
Type de suites proposées : Sans suite								

N° 3 : niveaux de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 4.1									
Thème(s) : Autre, niveau de bruit									
Prescription contrôlée : Valeurs Limites d'émergence Les émissions sonores dues au fonctionnement de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.									
<table border="1"><thead><tr><th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr></thead><tbody><tr><td>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></tbody></table>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés							
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)							
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)							
Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :									
<table border="1"><thead><tr><th></th><th>Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)</th><th>Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Toute limite de propriété</td><td>70 dB(A)</td><td>60 dB(A)</td></tr></tbody></table>		Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)	Toute limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)			
	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)							
Toute limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)							
Mesures périodiques des niveaux sonores Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les cinq ans.									
Constats : L'exploitant a présenté le résultat de la campagne d'analyse des niveaux de bruits émis par son installation, laquelle s'est tenue les 21 et 22/03/2024. Le site est implanté dans une zone industrielle distante de plus de 200 m de zones à émergences réglementées et les horaires de fonctionnement de l'installation sont exclusivement diurnes (7h à 17h). Aussi le rapport de mesure fait il état d'une absence d'évaluation de l'émergence en zone à émergence réglementée. Les niveaux de bruit mesurés en limite de propriété, pour les 3 points considérés sont conformes à la réglementation.									
Type de suites proposées : Sans suite									

N° 4 : dispositifs de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 5.7
Thème(s) : Autre, dispositifs de rétention
Prescription contrôlée : Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction et le volume d'eau généré par les intempéries sur la plateforme de l'installation, sont confinées sur le site. L'installation dispose d'une capacité de confinement, libre en permanence d'au moins 674 m ³ , collectées par : <ul style="list-style-type: none">des barrières de rétention semi-automatiques au niveau des ouvertures du bâtiment de

<p>20 cm de hauteur ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • les anciennes fosses présentes dans le bâtiment (101m3) ; • une cuve de rétention aérienne (236m3). <p>Le dispositif de mise en rétention du site en cas d'incendie est asservie à la détection incendie. En cas d'utilisation d'une cuve aérienne de rétention, tous les moyens sont mis en œuvre pour garantir un pompage en toutes circonstances des eaux d'extinction avec notamment 1 pompage principal et 1 pompage de secours. Les eaux d'extinction d'un incendie ne sont pas confinées sur les zones de circulation du site. Les voiries restent hors eaux d'extinction.</p>
<p>Constats :</p> <p>S'agissant du confinement des eaux d'extinction, l'inspection a constaté lors de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la présence sur le site d'une cuve aérienne de 236 m³, laquelle a fait l'objet d'un PV d'installation en date du 13/09/2024, ainsi qu'une autre en date 20/09 quant à sa connexion avec les réseaux hydrauliques de l'installation ; • la présence de boudin de quai au niveau des portes d'accès à la halle d'exploitation; • la pleine disponibilité des fosses de rétention, lesquelles ne contiennent ni fluides, ni matières susceptible de gréver leur capacité. <p>S'agissant de la cuve de confinement, à ce jour, cette dernière est dépourvue de dispositifs de pompage. L'exploitant projette la mise en place des pompes d'ici au 31/12/2024.</p> <p>Il apparaît que les capacités de rétention, le jour de la visite, s'établissent à 65% de la capacité prescrite.</p> <p>L'inspection a constaté la mise en œuvre partielle des moyens relatifs au confinement des eaux en cas de sinistre. Il appartient à l'exploitant de poursuivre la mise en œuvre des moyens de prescrits à ce titre dans son arrêté d'autorisation, dans la perspective d'une complète disponibilité des moyens sous 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : ressources en eau d'extinction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 5.9</p>
<p>Thème(s) : Autre, ressources en eau d'extinction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les besoins en eau d'extinction de l'installation sont de 600 m3 pour 2h de sinistre, à laquelle l'exploitant est en capacité de répondre par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une cuve aérienne de 120 m3 implantée sur son site ; • deux poteaux incendie publics, chacun capable de générer un débit d'au moins 120m3/h lorsqu'ils fonctionnent simultanément, et implantés à moins de 100 m des risques à défendre. [...]
<p>Constats :</p> <p>S'agissant de la réserve d'eau, l'inspection a constaté la présence sur le site d'une cuve aérienne de 120 m³. L'exploitant a présenté un PV de réception en date du 13/09/2024 relatif à l'installation de la cuve et un autre en date du 20/09 relatif à la connexion de la cuve avec les réseaux hydrauliques de l'installation.</p> <p>S'agissant des poteaux incendies publics, l'exploitant a présenté une mesure du débit des poteaux de 2020, laquelle a été réalisée en simultanée et présente les résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • n° 69 - poteau ouest = 134 m³/h ; • n° 41 - poteau est = 125 m³/h. <p>La prescription visant les moyens en eau est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>